

La troisième phase de l'expédition date de l'entrée du corps expéditionnaire dans la capitale du Mexique (juillet 1863). Elle comprend deux périodes bien distinctes, pendant lesquelles les deux généraux en chef français qui se succédèrent suivirent une ligne de conduite diamétralement opposée. Ce manque d'unité de vues dans le commandement militaire et politique était la conséquence forcée d'un programme non avoué à l'origine ; aussi fut-il la cause de mesures dangereuses, impolitiques, et de revirements qui excitèrent la méfiance de l'opinion publique la plus favorablement disposée pour l'intervention. Le feu sacré de notre armée même s'était fort attiédi, car son bon sens ne s'était pas mépris longtemps sur la valeur des hommes et des choses, qu'elle avait pu juger, à mesure qu'elle pénétrait plus avant dans l'intérieur du pays.

A notre action militaire, à laquelle Mexico avait été assigné comme terme glorieux, allait succéder l'organisation politique de la nation, dont le gouvernement régulier venait

de s'évanouir devant nos enseignes. Cette tâche incombait au général Forey, aidé du concours du ministre de France, M. Dubois de Saligny. Le moment était arrivé de déchirer le dernier voile. Sur l'invitation de M. de Saligny, après une entrevue à la légation, Almonte, le général Marquez et le licenciado Aguilar, posèrent du premier coup la candidature de l'archiduc Maximilien sous le patronage des cléricaux. Une *junta* de notables fut convoquée dans la capitale par le général Forey pour se prononcer sur le choix de la forme du gouvernement futur. Ses suffrages devaient décider des destinées du Mexique. Les notables étaient appelés à délibérer en paix, à l'ombre de notre drapeau.

L'empressement des principaux personnages de la capitale à se rendre à la *junta* fut peu marqué. La parole française leur inspirait une trop médiocre confiance. Nos procédés de la veille n'étaient pas faits, il faut le reconnaître, pour les encourager à se compromettre ouvertement dans une réunion, à la sortie de laquelle tous leurs noms pouvaient être inscrits sur les listes de Sylla. Pendant les marches et les contre-marches auxquelles s'étaient livrées nos colonnes, avant de camper sous Puebla, les besoins de ravitaillement et de remonte avaient conduit nos armes dans les centres les plus riches et les plus populeux. C'est ainsi qu'on était entré à San-Andres, à Tehuacan, qu'on avait même débarqué à Tampico, en invitant les habitants et les bourgades voisines à livrer grains et animaux. Les Mexicains de ces villes n'avaient consenti aux transactions demandées que sur la promesse formelle que les troupes françaises n'évacueraient pas leurs cités, signalées désormais à la vindicte des libéraux, ou qu'on y laisserait garnison suffisante. Puis, un matin,

ils s'étaient réveillés seuls, brusquement prévenus du départ de nos colonnes. Ils avaient dû fuir ou rester à la merci des juaristes, qui les avaient fusillés ou pendus. Nous avions donc été précédés à Mexico d'un fâcheux renom. De plus, les *haciendas* des notables, disséminées dans les provinces limitrophes de Mexico, étaient menacées, en cas d'infidélité de leurs propriétaires, de devenir la proie de l'ennemi, prêt à exercer sa vengeance. Or, nous ne pouvions les préserver efficacement.

Néanmoins, malgré de nombreuses abstentions, un fantôme (*) de *junta* s'organisa, tint séance et vota au bruit du canon qui annonçait la naissance de l'Empire. Le *licenciado* Aguilar avait lu un remarquable rapport, plein de bonnes intentions, qui concluait à la monarchie et proposait d'offrir la couronne à l'archiduc Maximilien. Une commission, dont l'auteur de ce rapport fut nommé membre, fut désignée pour se rendre au château de Miramar, en passant par Paris et par Rome, porteur de l'acte solennel et d'un sceptre impérial.

Cette page d'histoire fut peu digne de la France qui y a attaché son nom ; elle devait un autre hommage au suffrage universel. Il faut avoir assisté à cette épisode de l'intervention pour pouvoir le juger à sa valeur. Cette séance mémorable de la *junta* restera comme un exemple regrettable d'outrage fait à la vérité. Non pas qu'une partie de l'assemblée, avide de repos et de sécurité, n'eût réellement jeté les yeux sur un prince dont les vertus pouvaient être d'un grand stimulant

* On dut payer les habits de certains notables, comme nous avons déjà payé les fleurs jetées sous les pas des Français, à leur entrée dans Mexico.

pour le Mexique, mais cette assemblée n'avait ni mandat ni caractère suffisant pour engager le pays entier. Qu'étaient donc devenues les déclarations de notre ministre des affaires étrangères à lord Cowley ? « Aucun gouvernement ne sera imposé au peuple mexicain. »

Pendant que les commissaires, encouragés par le cabinet des Tuileries, cherchaient à vaincre, à Miramar, les hésitations du frère de l'empereur d'Autriche, chez qui le siège de Puebla et la froideur de l'Angleterre avaient fait naître de justes préventions, le général Forey adressait aux Mexicains rebelles qui tenaient la campagne un dernier appel à la concorde. Par malheur, cédant aux influences cléricales, il lançait en même temps un *bando* aussi impolitique que vexatoire. Ce *bando* prononçait la confiscation des biens de tous les partisans libéraux qui ne déposeraient par les armes. C'était donner le droit de représailles à Juarez. A l'honneur du gouvernement français, cet injuste décret fut désavoué à Paris et rapporté à Mexico. En attendant l'acceptation définitive de l'archiduc, un conseil de régence fut institué dans la capitale : il était composé de trois Mexicains, Almonte, le général Salas et l'archevêque de Mexico. Almonte en était le président ; le choix de ce dernier était heureux, quoiqu'il se fût montré jadis ardent républicain.

Maximilien avait le cœur trop haut placé pour se rendre, malgré les insistances de notre gouvernement impatient d'établir un ordre de choses, à un appel aussi entaché de précipitation que celui de la *Junta*. M. Drouyn de Lhuys, qui avait succédé à M. Thouvenel aux affaires étrangères dut se résigner, quoique la politique impériale eût assigné d'abord Mexico comme terme aux opérations militaires, à écrire ces

lignes au général en chef, à la date du 17 août 1863: « Nous ne saurions considérer les votes de l'assemblée de Mexico que comme un premier indice des dispositions du pays... »

C'était là le signal d'une nouvelle campagne, destinée « à recueillir les suffrages des villes de l'intérieur. » On reconnaissait s'être trop hâté, ne pas avoir assez compté avec l'esprit public, et surtout avec la délicatesse du futur souverain qui demandait un suffrage sincère.

En présence du document suivant, qui emprunte sa gravité au nom du signataire, et qui a trait à cette campagne électorale, on ne peut plus douter de la part active que le cabinet des Tuileries a prise à la création du trône mexicain. Cette entreprise tentée au delà de l'Océan avait même pour but de dégager la politique européenne, puisqu'on voit figurer dans cette lettre adressée à un membre du Parlement anglais la question de la Vénétie, dont on se préoccupait déjà à Paris comme à Vienne.

A un membre du Parlement anglais.

Paris, le 30 décembre 1863.

Mon cher monsieur,

. L'archiduc, quoi qu'on en dise, n'a rien changé à ses dispositions, ni rien révoqué. Loin de là, vous pouvez tenir pour certain qu'il partira dans le courant du mois de mars prochain, époque à laquelle on pourra connaître en Europe le résultat du vote *général* (mais non universel) de la Nation, seule condition qu'il mette aujourd'hui à son départ, et dont l'accomplissement est pour nous un fait complètement assuré.

Il est à remarquer, en effet, et ceci nous tranquillise entière-

ment, que la question du Mexique est tout à fait en dehors du mouvement politique général de l'Europe. C'est une affaire *suivie exclusivement entre l'Empereur Napoléon et l'Archiduc, avec l'approbation de l'Empereur son frère*, comme chef de la famille, mais sans la moindre immixtion du gouvernement autrichien.

Cette situation favorable à l'Autriche, en tant qu'elle met la Vénétie ou toute autre compensation hors de cause, a aussi un résultat favorable à la question mexicaine, en la laissant isolée et sur son terrain spécial; la France se trouvant au Mexique déjà, et n'ayant devant elle d'autre solution que le trône de l'archiduc, qu'il y ait en Europe guerre ou non.

Le bâtiment autrichien qui portera ce prince au Mexique, ne sera arrêté ni par l'Angleterre, qui sera vraisemblablement l'alliée de l'Autriche dans les complications prévues, ni par la France qui l'y conduit.

Il me semble que les illusions n'ont aucune part à ces appréciations toutes pratiques.

Je vous prie de me croire toujours

Votre affectueux dévoué,

J.-M. GUTIERREZ DE ESTRADA.

On allait donc, cette fois encore, en dépit des promesses faites à la tribune française, en dehors de toutes prévisions, courir de nouvelles aventures et entamer une troisième série de sacrifices coûteux. On n'était plus maître de la situation; il fallait glisser sur la pente où on s'était engagé. Pourtant c'était l'heure de méditer l'état de choses, et, malgré les répugnances manifestées par M. Rouher, de traiter avec Juárez vaincu, pour se retirer en vainqueur.

Au mois d'octobre 1863, le général Bazaine recevait le commandement suprême des mains du général Forey, promu

maréchal et rappelé en France, ainsi que les pouvoirs dévolus à M. de Saligny, qui ne tardait pas, à son tour, à suivre le vainqueur de Puebla.

Le général Bazaine prit les rênes des affaires à une heure critique. Les contingents juaristes se reformaient dans l'intérieur et devenaient menaçants; les bandits infestaient les routes et les environs de la capitale; les tendances cléricales du maréchal Forey avaient éloigné les libéraux honnêtes prêts à se rallier dans l'espoir qu'un souffle généreux s'était élevé de France pour éteindre la discorde; qu'une fois l'honneur des armes satisfait, le droit ne serait pas méconnu, et que, sans exception de partis, tout homme de bonne volonté serait appelé à donner librement son avis sur les affaires publiques. Le clergé, d'autre part, annonçait déjà que Maximilien s'était engagé, vis-à-vis du Pape, à lui restituer les biens de mainmorte, et jetait l'alarme parmi les nombreux détenteurs nationaux et étrangers des immeubles vendus. L'archevêque de Mexico, membre du conseil de régence, ne contribuait pas peu, par ses intrigues et son caractère remuant, à accrédi-ter ces bruits fâcheux de l'autorité de sa parole.

La question religieuse était le véritable nœud de la question politique qui, depuis six ans, avait armé les Mexicains les uns contre les autres. Les biens ecclésiastiques étaient si considérables au Mexique, qu'ils immobilisaient une valeur d'un milliard environ. Cet immense capital appartenait légitimement en partie à l'Eglise: mais la captation et les abus d'autorité n'avaient pas été étrangers à cette accumulation de richesses si contraire à l'esprit de renoncement. Le gouvernement de Juarez, obéissant au progrès qui repousse les biens de mainmorte, avait eu le grave tort de ne pas agir avec

modération, de ne pas laisser aux établissements de bienfaisance, de charité et d'éducation, les ressources nécessaires à leur existence, de dépouiller l'Eglise des splendeurs du culte, et de ne pas pourvoir, dès le début, par un concordat, à la situation du clergé; de plus, les ventes des immeubles ecclésiastiques avaient été scandaleuses, et il importait aux intérêts du trésor comme à la dignité de l'État d'opérer la révision des contrats. Ce fut sur ce terrain de conciliation que le nouveau commandant en chef, qui avait compris sagement tout le danger qu'il y aurait à revenir sur le passé dans une plus large mesure, entreprit de rallier les hommes de bonne volonté. Cette ligne de conduite avait d'autant plus de chances de succès que le général Bazaine arrivait au premier commandement précédé d'une réputation de bravoure très sympathique, même aux Mexicains, qui n'étaient pas indifférents à sa bonhomie accueillante et pleine de finesse. Ces derniers étaient surtout flattés d'entendre le général français parler la langue espagnole, qu'il avait apprise durant la dernière guerre d'Espagne.

Quelques coups de main vigoureusement menés contre des bandes de pillards ne tardèrent pas à ramener la confiance dans Mexico et les bourgades voisines. Ils faisaient bien augurer de la rapidité avec laquelle serait conduite, après les pluies, l'expédition qui se préparait pour repousser de l'intérieur les Juaristes et permettre aux provinces centrales de choisir un nouveau gouvernement. Malheureusement le conseil de régence donnait déjà le spectacle d'une division fâcheuse, à laquelle le général dut mettre un terme pour ne pas laisser sur ses derrières, pendant qu'il opérerait militairement, des ferments de discorde. La dissolution de la régence